

tir de la polémique historiographique et du débat suscité en Israël par les « nouveaux historiens », dont Tom Segev affirmait qu'ils n'étaient pas les nouveaux historiens, mais bel et bien les premiers historiens après plusieurs générations de propagandistes et d'idéologues fabricants d'histoire officielle, l'auteur des *Emmurés* plonge le lecteur dans la réalité de la Nakba, la catastrophe de 1948 où les Israéliens se transforment en Etat-nation sur le territoire conquis par la force tandis que les Palestiniens deviennent un peuple de réfugiés.

Partant du constat du déni mutuel, et de l'imbrication des perceptions autant que des réactions de chaque partie aux actes et aux discours de l'autre, on est vite tenté, voire poussé par la volonté de rigueur et par la logique de l'analyse, de sombrer dans une représentation symétrique du conflit, qui finit par renvoyer dos à dos l'agresseur et sa victime. Cypel évite ce piège conceptuel en rappelant systématiquement le déséquilibre des forces et les modes différents de fonctionnement des deux sociétés, et précise qu'« avec douze chapitres sur les Israéliens, deux sur les Palestiniens » l'ouvrage est « d'abord un livre sur la société israélienne », que l'auteur connaît l'hébreu, et pas l'arabe, mais aussi qu'il était « impossible de se pencher sur la société israélienne sans évoquer la palestinienne, tant les deux sont mêlées, physiquement comme mentalement ».

Tout au long de ce livre remarquablement documenté, remarquablement informé, peut-on dire, l'auteur est aux prises avec cette tension, ce qui le conduit par moments à forcer certains traits, à systématiser des attitudes et des démarches dans lesquelles entrent une part plus grande d'ambiguïté qu'il ne le suggère. Ainsi attribue-t-il au refus palestinien du fait israélien un caractère constitutif qui est peut-être tangible dans l'ordre du discours politique, mais s'est considérablement érodé depuis trois décennies de « stratégie des deux Etats ». Et l'acerbé critique de Yasser Arafat, qui repose sur le noyau dur des accusations croisées de l'opposition palestinienne et de l'administration américaine, et reprennent pour l'essentiel les allégations israéliennes, gagnerait sans doute à être nuancée, non parce que le leader palestinien disparu ne saurait être critiqué, mais parce qu'ici encore la réalité est plus complexe et plus contradictoire.

Sur un épisode crucial – les négociations avortées de Camp David au cours de l'été 2000 – on saura gré à Sylvain Cypel d'avoir brillamment, là encore, rétabli la vérité des faits. Le regard journalistique qu'il porte sur la quasi-totalité des aspects de la problématique étudiée, qui n'élude pas les questions les plus brouillées par la passion partisane, en Palestine comme en France, est précis, détaillé, sans complaisance. En un mot, *Les Emmurés* est digne de constituer un ouvrage de référence incontournable sur les débats internes qui ont agité la société israélienne depuis l'établissement, dans le fer et le feu, de l'Etat sioniste, et jusqu'à nos jours.

Les maîtres censeurs qui sévissent sur la scène française vont-ils lancer leur machine de guerre et de calomnie contre Cypel ? En appelant les choses par leur nom, et en s'attaquant de front aux mythes fondateurs de l'Etat d'Israël, ne va-t-il pas s'attirer les foudres des inquisiteurs professionnels, qui dénoncent la haine d'Israël à longueur de talk-shows télévisés, et la « haine de soi » si les critiques sont « juifs » à divers titres ? La chose n'est pas certaine, non seulement parce l'auteur a déjà répondu, à l'avance, dans le livre lui-même, à ces préventions, mais aussi parce que la profusion d'information, de faits et de données, et la précision des affirmations, rend le texte inattaquable du point de vue factuel. Espérons qu'il sera largement lu, et contribuera à ancrer la dénonciation des pratiques israéliennes dans une vision globale à la fois rationnelle et humaine, et qui évite tout à la fois la complaisance et la diabolisation.

—I. H.

JOSEPH YACOB. *Les droits de l'homme sont-ils exportables ? Géopolitique d'un universalisme.* PARIS, ELLIPSES, 2005, 223 P.

RÜDIGER SAFRANSKI. *Quelle dose de mondialisation l'homme peut-il supporter ?* PARIS, ACTES SUD, 2005, 117 P.

Réinventer les droits de l'homme...

On ne reviendra pas ici sur les problématiques de l'idéologie des droits de l'homme. Constatons

succinctement, d'abord que leur instrumentation est aujourd'hui l'un des outils de la stratégie de l'Impérium. Et que présentés maintenant comme la panacée du bonheur mondial, ils ont été amputés de leur dimension politique profonde telle qu'elle apparaissait dans les textes fondateurs. La Déclaration universelle des droits de l'homme s'intitule initialement « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». Le « citoyen » est... tombé en route. La question n'est pas sans conséquences, puisqu'elle implique l'idée de responsabilité. Un citoyen a en effet des droits, mais aussi des devoirs. L'idée de droits de l'homme, amputée de la dimension « citoyenne » (reliée à l'action humaine dans l'organisation de la cité et du contrat social) nous introduit en effet dans le champ métaphysique. Nous y reviendrons.

L'ouvrage de Joseph Yacoub a pour première vertu de replacer la question dans sa genèse historique. Il analyse le cheminement de la notion et s'interroge sur les conditions de sa gestation – son autre mérite étant de s'interroger sans cesse. Quel est donc « *l'homme des droits de l'homme ?* » se demande Yacoub, en rappelant, avec Irénée Marrou, la dimension existentielle de l'humain. L'historien français le disait avec force : « *Partout les fibres de son être, l'homme est rattaché à la communauté historique où il est inséré, à la cité qui le fait vivre, à la civilisation qui donne à sa vie personnelle ses aliments et sa forme ; qu'il en soit conscient ou non, il participe à leur histoire où il a son rôle à tenir.* »

Joseph Yacoub rappelle, sans pour autant dériver vers un relativisme de commodité, qu'il « *existe une multitude de façons de concevoir l'univers, le cosmos, le soi humain et une variété d'approches des valeurs de l'origine et des finalités, de l'organisation du pouvoir et de l'autorité, de la démocratie, du droit, de l'ordre social et de l'aménagement du politique, où le mythe et le logos s'entremêlent* ».

Aussi la question qui s'impose est celle de savoir « *qu'est-ce que l'Homme des droits de l'homme ? Trouve-t-il sa justification en lui-même ou dans la transcendance ?* » Avant d'y répondre, il faut rappeler, dit Yacoub, quelques évidences. Si, par exemple, dans la perspective de la « rationalité occidentale » l'individu « *est le fils de lui-même* »,

cette affirmation « *reste limitée à une sphère géographique et culturelle* » et « *l'individu comme entité autonome et non déductible n'a pas existé de tout temps. C'est une invention de la modernité (XVIII^e siècle) avec ses notions concomitantes de nature humaine détachée de l'ensemble, d'humanisme autonome, de progrès, d'idéalisme et d'optimisme, voire de bonheur [...]* Sous l'angle des principes et des valeurs, l'homme est conçu en Occident comme une catégorie substantielle, non subordonnée, existant en lui-même d'un point de vue onto-méta-physique ». Le corollaire de cette représentation de « l'homme » au plan des « *fondements et de l'origine du pouvoir* » est une conception de ce pouvoir « *comme institution rationnelle et purement humaine qui renvoie à la philosophie du contractualisme associationniste qui veut que la société soit issue d'un contrat, une addition en quelque sorte de volontés individuelles parfaitement libres et une juxtaposition d'éléments indépendants [...]. De cette manière, le lien social n'aurait aucune finalité en dehors de l'individu et aucune dimension transcendante* ».

D'un point de vue « *oriental* » [les italiques sont de l'auteur, qui ajoute qu'il s'agit là d'un « *terme générique pour désigner tout ce qui n'est pas occidental* »] l'individu n'est pas nié, mais il est « *avant tout envisagé dans le cadre d'un groupe social (famille, tribu, ethnie, nation, peuple, religion...)* fortement lié par des devoirs sociaux, des normes éthiques, le respect dû aux traditions et aux ancêtres, et des interdits qu'il s'empêche de transgresser ». Yacoub illustre son propos par la représentation de l'individu dans l'hindouisme et la pensée chinoise de Confucius, pour montrer que dans ces sociétés « *le pouvoir, même s'il s'impose aux hommes pour mettre fin au désordre, est, à la différence de l'Etat moderne et son sens de la centralité, diffus et disséminé entre plusieurs autorités (politiques, familiales, économiques, religieuses, sociales, communautaires) qui sont autant d'acteurs qui contribuent à la régulation interne et participent au processus de décision* ». Dans ce contexte, la vie sociale est ainsi faite « *qu'elle parvient toujours à un consensus : elle tend vers l'ordre et l'harmonie* » ; les droits de l'homme, en conclut l'auteur, sont donc « *inséparables de l'existence sociale* ».

La démarche de Joseph Yacoub est passionnante. L'analyse est enrichie de très nombreuses citations. Le croisement permanent des étapes historiques de la problématique des droits de l'homme, notamment depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, vient rappeler combien « *l'universalité des textes et leur adaptation à l'évolution du monde et des sociétés ne va pas de soi* ». Elle permet de montrer combien les débats de fondation furent riches et contradictoires (au sens juridique du terme). Elle permet de découvrir « *qu'il ne suffit pas de se dire universel pour l'être vraiment* », comme le montrait déjà, en 1947, une enquête de l'Unesco auprès de personnalités de notoriété mondiale, dont le Mahatma Gandhi. Elle rappelle que les deux géniteurs retenus « *par la postérité* » comme étant ceux de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, l'américaine Eleanor Roosevelt et le français René Cassin, n'en sont pas les seuls, et que des personnalités issues de pays aussi différents que la Chine, l'Inde, le Liban, les Philippines, le Canada et le Chili en furent aussi les artisans actifs. L'ouvrage montre surtout que la question des droits de l'homme est toujours perfectible, comme a pu le révéler la conférence de Durban qui s'est tenue en l'an 2001 dans des conditions mouvementées et sous la très forte pression des grandes puissances et notamment des Etats-Unis. L'une des questions qui y furent abordées concernait notamment les effets de la « mondialisation économique » sur l'égalité raciale, ce qui prouve que la problématique des droits de l'homme ne se situe pas seulement dans la sphère des idées, mais qu'elle s'incarne et habite profondément des problèmes vivants et concrets, souvent tragiques. L'auteur montre aussi à quel point le « *droit d'ingérence illégal et sélectif* » et les méthodes internationales fondées sur l'inégalité des poids et des mesures est dramatique pour l'avancée des droits de l'homme. Joseph Yacoub propose en conclusion de lancer le chantier d'une réécriture et d'une réactualisation de la Déclaration des droits de l'homme par l'élaboration de principes fondés sur une « *articulation plus dynamique du couple Universalité/Particularité* ».

Le philosophe Michel Serres résume bien cette problématique de la dialectique de l'universel et

du particulier lorsqu'il écrit : « *N'oublie jamais le lieu d'où tu pars, mais laisse-le et rejoins l'universel. Aime le lien qui unit ta terre à la Terre, et qui fait se ressembler le proche et l'étranger.* »

Les « altermondialistes » ont pour leur part inventé une expression qui dit le même souci sous une autre forme : « *Penser globalement, agir localement* ». Le petit ouvrage tonique du philosophe allemand Rudiger Safranski s'attache à explorer le paradoxe de cette universalité qui aspire à l'unité humaine, mais qui engendre une réalité fragmentée et disloquée. Aujourd'hui, dit-il notamment, le monde n'est pas *universel* mais *pluriversel*. « *L'hystérie mondialiste* » consiste, dit-il, « *dans le sabotage, voire dans la destruction de cette capacité à différencier ce qui nous est existentiellement proche et lointain* ». Et si la réinvention des droits de l'homme, « *l'accomplissement et la liberté de l'individu* » dans le respect des spécificités forgées par l'histoire humaine, consistait justement à retrouver les fondements de l'humain dans cette « pluriversalité » ?

—RUDOLF EL-KAREH
Avril 2005

IDITH ZERTAL. *La Nation et la Mort. La Shoah dans le discours et la politique d'Israël*. PARIS, LA DÉCOUVERTE, 2004, 290 P.

En tant que Grec j'ai été élevé dans une culture presque aussi nationaliste et exclusiviste, hantée par le sentiment de persécution, que la culture israélienne. Dès mon enfance j'ai appris que tout le monde était contre la Grèce, que les ennemis héréditaires – les Turcs – ne visaient qu'une seule chose, notre destruction totale.

Dans mon enfance, j'ai fait de cauchemars peuplés de nos morts héroïques, traversés par nos suicides collectifs face aux différents ennemis. Nos saints orthodoxes martyrisés au moyen des plus horribles tortures par les infidèles hantent même aujourd'hui mes rêves d'adulte. Seul élément positif, notre passé glorieux d'il y a 2500 ans quand nous avons fondé la pensée et l'art occidentaux. Depuis lors, mise à part la relative gloire byzantine, il n'y a eu qu'horreurs, martyrs, persécutions